

LE PRADET (Var)



22 ARR PM PERM 202

ARRÊTÉ PERMANENT

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE JOSEPH LANTRUA

Nous, **Hervé STASSINOS**, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-26, R 412-28 et R 413-14 et suivants, R 417 -3, R 417-10 et suivants, R 417-11, R 415-6 et suivants

VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

VU la convention de fourrière liant la ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017

VU la demande effectuée par les services techniques de la ville

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

ARRETONS

Article 1 : Tous les précédents arrêtés règlementant le stationnement et la circulation sur la rue Joseph Lantrua sont abrogés et remplacés par ce dernier.

Article 2 : La vitesse de tout véhicule circulant sur la rue Joseph Lantrua est limitée à 30 kilomètres par heure (30Km/h)

Article 3 : La rue Joseph Lantrua est à sens unique. De l'avenue 1ère DFL jusqu'au boulevard Jean Jaurès. Dans le sens « NORD/SUD »

Article 4 : Un « cédez » passage est matérialisé au croisement de la rue « Yvonne Henry ». Les véhicules engagés sur la rue Lantrua doivent la priorité à droite à ce croisement.

Article 5 : L'accès sur la rue Mège est en sens interdit.

Article 6 : Des passages pour piétons sont matérialisés :

- Au droit du « 76 » de l'entrée du jardin Lantrua au croisement de la rue Mège
- Dans le prolongement du trottoir à l'intersection de la rue Mège

- Au droit du « 148 » accès à la « canisette »
- A l'entrée du jardin de Lantrua (178)
- Au droit du 217
- Avant l'intersection du boulevard Jean Jaurès

Article 7 : Il est créé trois emplacements réservés aux véhicules pour les personnes handicapées :

- 1 au droit du « 148 », sous l'espace dédié aux chiens (canisette)
- 2 à hauteur de la traverse des écoles près du « 197 »

Seuls les véhicules des personnes handicapées ou munis d'une Carte Européenne pour Handicapés pourront y stationner. Les autres véhicules contrevenants aux dispositions seront verbalisés et/ou mis en fourrière aux frais, risques et périls des propriétaires

Article 8 : Les règles de circulation définies à l'article R110-2 et R 411-25 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 9 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 : Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

Article 11 : Les Services Techniques ou la Police Municipale seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 12 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale

Article 13 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
<ul style="list-style-type: none">- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. <p>Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.</p> <ul style="list-style-type: none">- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>